

Considérant l'avis du Comité de coopération visé par l'article 43 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, donné le 25 octobre 2013;

Considérant la décision du 25 octobre 2013 des membres régionaux de ce comité de coopération;

Considérant que le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles doivent être promus, notamment en ce qui concerne l'accueil des sommets européens;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, une dotation de € 32.551.073 est attribuée pour 2013 à la Région de Bruxelles-Capitale afin de couvrir :

- les dépenses liées à la prévention de la criminalité dans le cadre des sommets européens et autres initiatives liées à la fonction internationale de la ville de Bruxelles et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale,

- les dépenses liées à la sécurisation de la STIB, ainsi que celles liées aux plans de prévention et de proximité

Art. 2. L'intervention financière visée par le présent arrêté est imputée à charge de l'allocation de base 13 56 70 453101.

La dotation sera liquidée sur base d'un versement unique exécuté en 2013.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2013.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

Overwegend het advies van de in artikel 43 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen bedoelde overlegcomité, gegeven op 25 oktober 2013;

Gelet op de beslissing van 25 oktober 2013 van de regionale leden van het voornoemde overlegcomité;

Overwegende dat de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel moet bevorderd worden, namelijk in verband met het onthaal van de Europese toppen;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, wordt voor 2013 een dotatie van € 32.551.073 toegekend aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest teneinde :

- de uitgaven verbonden aan de preventie van de criminaliteit in het kader van de Europese Toppen en andere initiatieven verbonden aan de internationale functie van de stad Brussel en van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te dekken,

- de uitgaven verbonden aan de beveiliging van de MIVB alsook deze verbonden aan de preventie- en buurtplannen te dekken.

Art. 2. De in dit besluit bedoelde financiële tussenkomst wordt aangerekend op basisallocatie 13 56 70 453101.

De dotatie zal in één enkele keer vereffend worden in 2013.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 15 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2013/14545]

6 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 septembre 2011 relatif à la fourniture de services de formation aux conducteurs de train et à la reconnaissance des centres de formation

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code ferroviaire, l'article 143, alinéa 8, et l'article 149, alinéas 9 et 10;

Vu l'arrêté royal du 12 septembre 2011 relatif à la fourniture de services de formation aux conducteurs de train et à la reconnaissance des centres de formation;

Vu l'association des gouvernements de région;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 février 2013;

Vu l'accord du Ministre au Budget, donné le 15 avril 2013;

Vu l'avis 53.725/2/V du Conseil d'Etat, donné le 29 juillet 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à la Mobilité et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté vise la transposition de la décision 2011/765/UE de la Commission du 22 novembre 2011 concernant les critères de reconnaissance des centres de formation dispensant des formations de conducteur de train, les critères de reconnaissance des examinateurs chargés d'évaluer les conducteurs de train et les critères relatifs à l'organisation des examens conformément à la directive 2007/59/CE du Parlement européen et du Conseil.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2013/14545]

6 SEPTEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 september 2011 betreffende de verlening van opleidingsdiensten aan treinbestuurders en de erkenning van opleidingscentra

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Spoorcodex, artikel 143, achtste lid, en artikel 149, negende en tiende lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 september 2011 betreffende de verlening van opleidingsdiensten aan treinbestuurders en de erkenning van opleidingscentra;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 februari 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d.15 april 2013;

Gelet op advies nr. 53.725/2/V van de Raad van State, gegeven op 29 juli 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Mobiliteit en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de omzetting van besluit 2011/765/EU van de Commissie van 22 november 2011 inzake criteria voor de erkenning van opleidingscentra voor treinbestuurders, inzake criteria voor de erkenning van examinatoren van treinbestuurders en inzake criteria voor de organisatie van examens overeenkomstig Richtlijn 2007/59/EG van het Europees Parlement en de Raad.

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 septembre 2011 relatif à la fourniture de services de formation aux conducteurs de train et à la reconnaissance des centres de formation est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Le présent arrêté effectue :

1^o la transposition partielle de la directive 2007/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à la certification des conducteurs de train assurant la conduite de locomotives et de trains sur le système ferroviaire dans la Communauté;

2^o la transposition de la décision 2011/765/UE de la Commission du 22 novembre 2011 concernant les critères de reconnaissance des centres de formation dispensant des formations de conducteur de train, les critères de reconnaissance des examinateurs chargés d'évaluer les conducteurs de train et les critères relatifs à l'organisation des examens conformément à la directive 2007/59/CE du Parlement européen et du Conseil. ».

Art. 3. Dans les articles 2, 10, 12, 13, 15, 17, 18, 19, 22, 24, 26, 28, 31, 33, 34, 36, 37, 39, 41, 46 et 47 du même arrêté, le mot « candidat » est chaque fois remplacé par les mots « candidat conducteur de train ».

Art. 4. Dans les articles 35, 48 et 49 du même arrêté, le mot « candidats » est chaque fois remplacé par les mots « candidats conducteur de train ».

Art. 5. Dans les articles 15 et 39 du même arrêté, dans le texte néerlandais, le mot « lesgever » est chaque fois remplacé par le mot « opleider ».

Art. 6. Dans l'article 48 du même arrêté, dans le texte néerlandais, le mot « lesgevers » est chaque fois remplacé par le mot « opleiders ».

Art. 7. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le point 1^o est abrogé;

2^o le point 2^o est abrogé;

3^o au point 6^o, les mots « à l'annexe X, point 8, de la loi », sont remplacés par les mots « à l'annexe 12, point 8, du Code ferroviaire »;

4^o au point 11^o, dans le texte néerlandais, les mots « toezichthoudend orgaan » sont remplacés par les mots « toezichthoudende orgaan » et les mots « dans la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire » sont remplacés par les mots « dans le Code ferroviaire »;

5^o le point 12^o est abrogé;

6^o le point 14^o est remplacé par ce qui suit : « 14^o « centre de formation » : un organisme reconnu en vertu du présent arrêté par l'autorité de sécurité, qui est compétent pour donner des formations, organiser des examens, choisir les examinateurs et toute autre question liée aux examens et aux examinateurs; » ;

7^o un point 15^o est inséré, qui se lit comme suit : « 15^o « décision 2011/765/UE » : la décision 2011/765/UE de la Commission du 22 novembre 2011 concernant les critères de reconnaissance des centres de formation dispensant des formations de conducteur de train, les critères de reconnaissance des examinateurs chargés d'évaluer les conducteurs de train et les critères relatifs à l'organisation des examens conformément à la directive 2007/59/CE du Parlement européen et du Conseil; »;

8^o un point 16^o est inséré, qui se lit comme suit : « 16^o « membres du jury » : des experts désignés par le centre de formation qui, avec l'accord de l'examinateur, l'assistent lors du déroulement de l'examen; »;

9^o un point 17^o est inséré, qui se lit comme suit : « 17^o « demandeur » : un organisme ou une personne ayant établi une société qui sollicite une reconnaissance aux fins d'offrir des cours de formation en rapport avec les tâches de formation visées à l'article 145, alinéa 1^{er}, et à l'article 146, alinéas 1^{er} et 2, du Code ferroviaire, y compris une personne demandant une reconnaissance en tant qu'examinateur comme prévu à l'article 149, alinéas 1^{er}, 2, 5 et 6, du Code ferroviaire; »;

10^o un point 18^o est inséré, qui se lit comme suit : « 18^o « formateur » : une personne ayant les qualifications et compétences requises pour préparer, organiser et donner des cours de formation; »;

11^o un point 19^o est inséré, qui se lit comme suit : « 19^o « examinateur » : une personne ayant les qualifications et compétences requises, reconnue apte à faire passer et à noter des examens aux fins de l'application du Code ferroviaire; »;

Art. 2. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 september 2011 betreffende de verlening van opleidingsdiensten aan treinbestuurders en de erkenning van opleidingscentra, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Dit besluit voorziet in :

1^o de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2007/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2007 inzake de certificering van machinisten die locomotieven en treinen op het spoorwegsysteem van de Gemeenschap besturen;

2^o de omzetting van het besluit 2011/765/EU van de Commissie van 22 november 2011 inzake criteria voor de erkenning van opleidingscentra voor treinbestuurders, inzake criteria voor de erkenning van examinatoren van treinbestuurders en inzake criteria voor de organisatie van examens overeenkomstig richtlijn 2007/59/EG van het Europees Parlement en de Raad. ».

Art. 3. In de artikelen 2, 10, 12, 13, 15, 17, 18, 19, 22, 24, 26, 28, 31, 33, 34, 36, 37, 39, 41, 46 en 47 van hetzelfde besluit, wordt telkens het woord « kandidaat » vervangen door de woorden « kandidaat-treinbestuurder ».

Art. 4. In de artikelen 35, 48 en 49 van hetzelfde besluit, wordt telkens het woord « kandidaten » vervangen door de woorden « kandidaat-treinbestuurders ».

Art. 5. In de artikelen 15 en 39 van hetzelfde besluit, wordt in de Nederlandse tekst telkens het woord « lesgever » vervangen door het woord « opleider ».

Art. 6. In artikel 48 van hetzelfde besluit, wordt het woord « lesgevers » vervangen door het woord « opleiders ».

Art. 7. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o punt 1^o wordt opgeheven;

2^o punt 2^o wordt opgeheven;

3^o in punt 6^o worden de woorden « in bijlage X, punt 8, van de wet » vervangen door de woorden « in bijlage 12, punt 8, van de Spoorcodex »;

4^o in punt 11^o worden in de Nederlandse tekst de woorden « toezichthoudend orgaan » vervangen door de woorden « toezichthoudende orgaan » en worden de woorden « in de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur » vervangen door de woorden « in de Spoorcodex »;

5^o punt 12^o wordt opgeheven;

6^o punt 14^o wordt vervangen als volgt : « 14^o « opleidingscentrum » : een instelling door de veiligheidsinstantie erkend op grond van dit besluit, die bevoegd is voor het geven van opleidingen, het organiseren van examens, de keuze van examinatoren en alle andere aangelegenheden aangaande examens en examinatoren; »;

7^o een punt 15^o wordt ingevoegd, dat luidt als volgt : « 15^o « besluit 2011/765/EU » : het besluit 2011/765/EU van de Commissie van 22 november 2011 inzake criteria voor de erkenning van opleidingscentra voor treinbestuurders, inzake criteria voor de erkenning van examinatoren van treinbestuurders en inzake criteria voor de organisatie van examens overeenkomstig richtlijn 2007/59/EG van het Europees Parlement en de Raad; »;

8^o een punt 16^o wordt ingevoegd, dat luidt als volgt : « 16^o « juryleden » : vakexperten, aangeduid door het opleidingscentrum, die mits het akkoord van de examinator deze bijstaan bij het afnemen van het examen; »;

9^o een punt 17^o wordt ingevoegd, dat luidt als volgt : « 17^o « aanvrager » : een entiteit of persoon die een onderneming heeft opgericht die een erkenning aanvraagt om cursussen te verstrekken met betrekking tot de in artikel 145, eerste lid, en artikel 146, eerste en tweede lid, van de Spoorcodex vermelde opleidingstaken, inclusief een persoon die een aanvraag indient om te worden erkend als examinator, zoals vermeld in artikel 149, eerste, tweede, vijfde en zesde lid van de Spoorcodex; »;

10^o een punt 18^o wordt ingevoegd, dat luidt als volgt : « 18^o « opleider » : een persoon met de relevante vaardigheden en bekwaamheid, welke erkend is om examens af te nemen en te beoordelen met het oog op de toepassing van de Spoorcodex; »;

11^o een punt 19^o wordt ingevoegd, dat luidt als volgt : « 19^o « examinator » : een persoon met de relevante vaardigheden en bekwaamheid, welke erkend is om examens af te nemen en te beoordelen met het oog op de toepassing van de Spoorcodex; »;

12° un point 20° est inséré, qui se lit comme suit : « 20° « examen » : une procédure visant à vérifier les compétences d'un conducteur de train ou d'un candidat conducteur de train conformément au Code ferroviaire par un ou plusieurs moyens, comme un examen écrit, un examen oral ou un examen pratique; »;

13° un point 21° est inséré, qui se lit comme suit : « 21° « reconnaissance » : une déclaration formelle attestant les compétences d'une personne ou d'un organisme pour exécuter des tâches de formation ou faire passer des examens, délivrée par une autorité désignée à cette fin par l'Etat membre. ».

Art. 8. L'article 3 du même arrêté est abrogé.

Art. 9. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Pour pouvoir être reconnu, le demandeur remplit les exigences en matière de compétences visées à l'annexe 1^{re}, point A, et remplit les conditions d'indépendance et d'impartialité visées à l'annexe 1^{re}, point B. ».

Art. 10. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le demandeur qui veut être reconnu et qui a établi ou veut établir sa principale activité en Belgique envoie une demande écrite à l'autorité de sécurité. »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, dans le texte néerlandais, le mot « bevat » est inséré entre les mots « en » et « de »;

3° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'autorité de sécurité met gratuitement à disposition toutes les informations utiles dans un guide pratique disponible sur son site web. »;

4° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La demande identifie de manière précise et détaillée la ou les tâche(s) de formation pour laquelle/lesquelles le demandeur désire être reconnu. »;

5° au paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Dans ce cas, un certificat de sécurité partie B ou un agrément de sécurité nouveau ou mis à jour est délivré. »;

6° au paragraphe 2, dans l'alinéa 3 ancien, devenu l'alinéa 4, les mots « Par dérogation à l'alinéa 2 » sont remplacés par les mots « Par dérogation à l'alinéa 3 »;

7° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, dans le texte néerlandais, le mot « emailadres » est remplacé par le mot « e-mailadres ».

Art. 11. A l'article 6 du même arrêté, les mots « Si le centre de formation comprend plusieurs entités juridiques » sont remplacés par les mots « Lorsque le demandeur est constitué de plusieurs entités juridiques ».

Art. 12. A l'article 7, alinéa 2, 1°, du même arrêté, les mots « , par dépôt contre récépissé, » sont abrogés.

Art. 13. L'article 8 est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. La reconnaissance peut être mise à jour à la demande du centre de formation et être délivrée aux mêmes conditions que la reconnaissance initiale.

La reconnaissance mise à jour a la même date d'expiration que la reconnaissance initiale. ».

Art. 14. A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Conformément à l'article 37/16, § 1^{er}, 5^o, de la loi, l'autorité de sécurité veille à la publication » sont remplacés par les mots « Conformément à l'article 142, § 1^{er}, 5^o, du Code ferroviaire, l'autorité de sécurité veille à la mise à disposition sur son site internet »;

2° à l'alinéa 2, les mots « est relié à » sont remplacés par les mots « est identifié par »;

3° à l'alinéa 4, les mots « des données » sont remplacés par les mots « de ses données ».

Art. 15. Dans le chapitre 2 du même arrêté, il est inséré une section 1/1, comprenant les articles 9/1, 9/2 et 9/3, rédigée comme suit :

« Section 1/1. – Suspension et retrait de la reconnaissance – recours

12° een punt 20° wordt ingevoegd, dat luidt als volgt : « 20° « examen » : het proces waarbij op één of meerdere manieren, zoals schriftelijk, mondeling of praktisch, de bekwaamheid van een treinbestuurder of kandidaat-treinbestuurder wordt geverifieerd overeenkomstig de Spoorcodex; »;

13° een punt 21° wordt ingevoegd, dat luidt als volgt : « 21° « erkenning » : een formele verklaring betreffende de bekwaamheid van een persoon of entiteit om opleidingstaken uit te voeren of examens af te nemen, afgegeven door een autoriteit die daartoe door de lidstaat is aangewezen. ».

Art. 8. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. Om te kunnen worden erkend, voldoet de aanvrager aan de bekwaamheidseisen, opgenomen in bijlage 1, punt A, en aan de voorwaarden van onafhankelijkheid en onpartijdigheid, opgenomen in bijlage 1, punt B. ».

Art. 10. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De aanvrager die erkend wil worden en zijn hoofdvestiging heeft of wenst te vestigen in België stuurt een schriftelijke aanvraag toe aan de veiligheidsinstantie. »;

2° in paragraaf 1, tweede lid, wordt in de Nederlandse tekst het woord « bevat » ingevoegd tussen de woorden « en » en « de »;

3° in paragraaf 1, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« De veiligheidsinstantie stelt gratis alle nuttige informatie ter beschikking in een handleiding die beschikbaar is op haar internetsite. »;

4° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt :

« De aanvraag vermeldt op precieze en gedetailleerde wijze de opleidingstaak of –taken waarvoor de aanvrager wenst te worden erkend. »;

5° in paragraaf 2, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

« In dat geval wordt een nieuw of bijgewerkte veiligheidscertificaat deel B of veiligheidsvergunning aangeleverd. »;

6° in paragraaf 2, in het vroegere derde lid dat het vierde lid geworden is, worden de woorden « in afwijking van het tweede lid » vervangen door de woorden « in afwijking van het derde lid »;

7° in paragraaf 3, eerste lid, wordt in de Nederlandse tekst het woord « emailadres » vervangen door het woord « e-mailadres ».

Art. 11. In artikel 6 van hetzelfde besluit, worden de woorden « Indien het opleidingscentrum bestaat uit meer dan één juridische entiteit » vervangen door « Indien de aanvrager bestaat uit meerdere juridische entiteiten ».

Art. 12. In artikel 7, tweede lid, 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « door afgifte tegen ontvangstbewijs » opgeheven.

Art. 13. Artikel 8 wordt aangevuld met een paragraaf 3 die luidt als volgt :

« § 3. De erkenning kan worden bijgewerkt op verzoek van het opleidingscentrum en verkregen onder dezelfde voorwaarden als de initiële erkenning.

De bijgewerkte erkenning heeft dezelfde vervaldatum als de initiële erkenning. ».

Art. 14. In artikel 9 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « In toepassing van artikel 37/16, § 1, 5^o, van de wet, zorgt de veiligheidsinstantie voor de publicatie » vervangen door de woorden « in toepassing van artikel 142, § 1, 5^o, van de Spoorcodex, zorgt de veiligheidsinstantie voor de bekendmaking op haar internetsite »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « gelinkt aan » vervangen door de woorden « geïdentificeerd door »;

3° in het vierde lid, worden de woorden « van de gegevens » vervangen door de woorden « van zijn gegevens ».

Art. 15. In hoofdstuk 2 van hetzelfde besluit, wordt een afdeling 1/1 ingevoegd, omvattende de artikelen 9/1, 9/2 en 9/3, die luidt als volgt :

« Afdeling 1/1. – Intrekking en schorsing van de erkenning – beroep

Art. 9/1. L'autorité de sécurité retire ou suspend la reconnaissance lorsqu'elle dispose d'informations dont il ressort que le centre de formation ne satisfait plus aux conditions de la reconnaissance.

Art. 9/2. L'autorité de sécurité informe par écrit le centre de formation des raisons de sa décision de suspension ou de retrait et du recours administratif que le centre de formation peut introduire à l'encontre de cette décision.

Art. 9/3. En cas de suspension ou de retrait, l'autorité de sécurité indique au centre de formation quelles conditions ne sont plus satisfaites. Elle peut, avant que la suspension ou le retrait n'entre en vigueur, accorder une période de préavis durant laquelle le centre de formation doit prendre des mesures afin de satisfaire à nouveau aux conditions de la reconnaissance. ».

Art. 16. Dans le chapitre 2, section 2, sous-section 1^{re}, du même arrêté, il est inséré un article 9/4 rédigé comme suit :

« Art. 9/4. Le candidat conducteur de train qui désire suivre une formation :

1° satisfait aux conditions telles que définies à l'article 127, alinéa 3, du Code ferroviaire;

2° a atteint l'âge de dix-huit ans révolus. ».

Art. 17. A l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le texte néerlandais le mot « website » est remplacé par le mot « internetsite »;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit : « L'alinéa 1^{re} ne s'applique pas à l'entreprise ferroviaire ou au gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire qui a été reconnu(e) en tant que centre de formation conformément à l'article 5, § 2, alinéa 1^{er} et qui ne tombe pas sous le champ d'application de l'article 5, § 2, alinéa 4. ».

Art. 18. L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Un candidat conducteur de train peut être refusé pour la formation en raison d'une inscription tardive et uniquement pour la durée de la session en question. Il est automatiquement admis à la prochaine session. ».

Art. 19. L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Une entreprise ferroviaire ou un gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire qui veut être reconnu(e) comme centre de formation démontre lors de sa demande la façon dont il ou elle établit l'organisation et la gestion du travail de manière à éviter les éventuels conflits d'intérêt. ».

Art. 20. A l'article 15 du même arrêté, les mots « l'article 37/27, § 4, 4^o, de la loi et conformément à l'annexe VII de la loi » sont remplacés par les mots « l'article 148, alinéa 1^{er}, du Code ferroviaire et conformément à l'annexe 9 du Code ferroviaire ».

Art. 21. A l'article 16 du même arrêté, les mots « annexe VIII » sont remplacés par les mots « annexe 10 du Code ferroviaire ».

Art. 22. Dans les articles 18, 25 et 26 du même arrêté, les mots « conseil d'examen » sont remplacés par les mots « centre de formation ».

Art. 23. A l'article 20 du même arrêté, les mots « l'article 37/22, alinéa 6, de la loi » sont remplacés par les mots « l'article 149, alinéa 11, du Code ferroviaire ».

Art. 24. A l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots «, font l'objet d'un procès-verbal » sont abrogés;

2° les mots « l'annexe VIII de la loi » sont remplacés par les mots « l'annexe 10 du Code ferroviaire »;

3° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Un procès-verbal des examens est réalisé.

L'autorité de sécurité détermine, dans le guide pratique visé à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 3, les données qui doivent figurer dans ce procès-verbal. ».

Art. 9/1. De veiligheidsinstantie schorst de erkenning of trekt deze in wanneer zij over informatie beschikt waaruit blijkt dat het opleidingscentrum niet langer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet.

Art. 9/2. De veiligheidsinstantie stelt het opleidingscentrum schriftelijk in kennis van de redenen voor haar beslissing tot intrekking of schorsing en van het administratief beroep dat het opleidingscentrum tegen deze beslissing kan aantekenen.

Art. 9/3. In geval van schorsing of intrekking deelt de veiligheidsinstantie het opleidingscentrum mee aan welke eisen het niet meer voldoet. Zij kan, vóór de schorsing of intrekking in werking treedt, een termijn vaststellen waarbinnen het opleidingscentrum maatregelen dient te nemen om opnieuw aan de erkenningsvoorwaarden te voldoen. ».

Art. 16. In hoofdstuk 2, afdeling 2, onderafdeling 1, van hetzelfde besluit, wordt een artikel 9/4 ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 9/4. De kandidaat-treinbestuurder die een opleiding wil volgen :

1° voldoet aan de voorwaarden zoals bepaald in artikel 127, derde lid, van de Spoorcodex;

2° heeft de volle leeftijd van achttien jaar bereikt. ».

Art. 17. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Nederlandse tekst wordt het woord « website » vervangen door het woord « internetsite »;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt : « Het eerste lid is niet van toepassing op de spoorwegonderneming of de spoorweginfrastructuurbeheerder die als opleidingscentrum werd erkend overeenkomstig artikel 5, § 2, eerste lid en die niet valt onder het toepassingsgebied van artikel 5, § 2, vierde lid. ».

Art. 18. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Een kandidaat-treinbestuurder kan worden geweigerd voor de opleiding wegens laattijdige inschrijving en enkel voor de duur van de betreffende sessie. Hij wordt automatisch toegelaten tot de volgende sessie. ».

Art. 19. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. Een spoorwegonderneming of een spoorweginfrastructuurbeheerder die erkend wil worden als opleidingscentrum geeft bij haar/zijn aanvraag aan hoe haar/zijn activiteiten en haar/zijn beheer georganiseerd en gestructureerd zijn om eventuele belangenconflicten te vermijden. ».

Art. 20. In artikel 15 van hetzelfde besluit, worden de woorden « artikel 37/27, § 4, 4^o, van de wet en in overeenstemming met bijlage VII van de wet » vervangen door de woorden « artikel 148, eerste lid, van de Spoorcodex en in overeenstemming met bijlage 9 van de Spoorcodex ».

Art. 21. In artikel 16 van hetzelfde besluit, worden de woorden « bijlage VIII » vervangen door de woorden « bijlage 10 van de Spoorcodex ».

Art. 22. In de artikelen 18, 25 en 26 van hetzelfde besluit worden de woorden « de examenraad » vervangen door de woorden « het opleidingscentrum ».

Art. 23. In artikel 20 van hetzelfde besluit, worden de woorden « artikel 37/22, zesde lid, van de wet » vervangen door de woorden « artikel 149, elfde lid, van de Spoorcodex ».

Art. 24. In artikel 21 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « met een proces-verbaal en » worden opgeheven;

2° de woorden « bijlage VIII van de wet » worden vervangen door de woorden « bijlage 10 van de Spoorcodex »;

3° het artikel wordt aangevuld met twee leden, die luiden als volgt :

« Van de examens wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De veiligheidsinstantie bepaalt welke gegevens in dit proces-verbaal dienen opgenomen te worden en vermeldt deze in haar handleiding bedoeld in artikel 5, § 1, derde lid. ».

Art. 25. A l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} les mots « qui satisfait aux critères des articles 29 et 30 » sont remplacés par les mots « , éventuellement assisté par un ou plusieurs membres du jury »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par une phrase rédigée comme suit :

« L'examinateur est la personne qui dirige l'examen. »;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si l'examinateur prenant part à l'examen a donné la formation concernant le sujet de l'examen au conducteur de train ou au candidat conducteur de train, l'examen est dirigé par un deuxième examinateur, n'ayant pas participé à la formation préparatoire. ».

Art. 26. L'article 23 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. Lorsque l'examen porte sur la partie pratique des compétences de conducteur de train, l'examinateur est titulaire d'une licence de conducteur de train et possède une attestation autorisant l'utilisation de l'infrastructure et la conduite du matériel roulant faisant l'objet de l'examen, ou d'un type similaire de ligne/matériel roulant. Lorsque l'examinateur n'est pas détenteur d'une attestation valide pour l'infrastructure/le matériel roulant qui fait l'objet de l'examen, un conducteur de train titulaire de l'attestation pour cette infrastructure ou ce matériel roulant est présent lors de l'examen. ».

Art. 27. A l'article 25 du même arrêté, les mots « le procès-verbal » sont remplacés par les mots « les données du procès-verbal ».

Art. 28. A l'article 27 du même arrêté, les mots « aux articles 37/24 jusqu' 37/26 inclus de la loi » sont remplacés par les mots « aux articles 219 à 221 inclus du Code ferroviaire ».

Art. 29. A l'article 28 du même arrêté, les mots « l'annexe VIII de la loi » sont remplacés par les mots « l'annexe 10 du Code ferroviaire ».

Art. 30. Dans le chapitre 2 du même arrêté, il est inséré une section 3/1, comportant les articles 28/1, 28/2, 28/3, 28/4, 28/5 et 28/6, rédigée comme suit :

« Section 3/1. Procédure de reconnaissance des examinateurs

Art. 28/1. § 1^{er}. La demande est soumise à l'autorité de sécurité par envoi recommandé.

§ 2. La demande comprend tous les documents ad hoc attestant que les conditions de reconnaissance sont remplies ainsi que les informations requises pour la délivrance de la déclaration visée à l'annexe 3/1.

§ 3. La demande est accompagnée d'une version électronique de la demande sur un support numérique.

§ 4. L'autorité de sécurité établit une déclaration d'indépendance et d'impartialité que l'examinateur doit signer.

Cette déclaration est annexée au formulaire de demande.

§ 5. L'autorité de sécurité met gratuitement à disposition toutes les informations utiles dans le guide pratique visé à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 3.

§ 6. Les documents en provenance d'un autre Etat membre de l'Union européenne sont accompagnés d'une copie certifiée conforme par une autorité compétente du pays d'origine ou par une autorité compétente de la Commission européenne et, le cas échéant, d'une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur juré.

Art. 28/2. La demande est effectuée par la personne elle-même ou en son nom par son employeur.

Art. 28/3. La demande précise la ou les langue(s) pour laquelle/lesquelles la reconnaissance comme examinateur est demandée.

Art. 28/4. § 1^{er}. L'autorité de sécurité évalue tous les documents soumis par le demandeur.

§ 2. Lorsque toutes les conditions sont satisfaites par le demandeur, elle délivre, au plus tard deux mois après avoir reçu tous les documents requis, une déclaration de reconnaissance visée à l'annexe 3/1.

Art. 25. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « die voldoet aan de criteria van de artikelen 29 en 30 » vervangen door de woorden », desgevallend bijgestaan door één of meerdere juryleden »;

2° het eerste lid wordt aangevuld met een zin, luidend als volgt :

« De examinator is de persoon die het examen leidt. »;

3° het artikel wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt :

« Als de examinator die deelneemt aan het examen, aan de treinbestuurder of kandidaat-treinbestuurder de opleiding heeft verstrekt over het onderwerp van het examen, wordt het examen geleid door een tweede examinator, die niet betrokken was bij de voorbereidende opleiding. ».

Art. 26. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 23. Als het examen betrekking heeft op het praktische gedeelte van de bekwaamheid als treinbestuurder, is de examinator houder van een vergunning van treinbestuurder en van een bevoegdheidsbewijs, voor het gebruik van de infrastructuur en het rollend materieel waarop het examen betrekking heeft, of van een soortgelijk type lijn/rollend materieel; als de examinator niet beschikt over een geldig bevoegdheidsbewijs, voor de infrastructuur/het rollend materieel waarop het examen betrekking heeft, is een treinbestuurder die beschikt over een bevoegdheidsbewijs, voor die infrastructuur of dat rollend materieel, aanwezig tijdens het examen. ».

Art. 27. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de woorden « het proces-verbaal » vervangen door de woorden « de gegevens van het proces-verbaal ».

Art. 28. In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de woorden « in de artikelen 37/24 tot en met 37/26 van de wet » vervangen door de woorden « in de artikelen 219 tot en met 221 van de Spoorcodex ».

Art. 29. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de woorden « bijlage VIII van de wet » vervangen door de woorden « bijlage 10 van de Spoorcodex ».

Art. 30. In hoofdstuk 2 van hetzelfde besluit, wordt een afdeling 3/1 ingevoegd, omvattende de artikelen 28/1, 28/2, 28/3, 28/4, 28/5 en 28/6, die luidt als volgt :

« Afdeling 3/1. Erkenningsprocedure van examinatoren

Art. 28/1. § 1. De aanvraag wordt via aangetekend schrijven verstuurd naar de veiligheidsinstantie.

§ 2. De aanvraag bevat alle passende documenten die aantonen dat aan de erkenningsvooraarden werd voldaan en bevat de informatie vereist voor het afleveren van de verklaring van erkenning bedoeld in bijlage 3/1.

§ 3. De aanvraag is vergezeld van een elektronische versie van de aanvraag op een digitale drager.

§ 4. De veiligheidsinstantie stelt een verklaring van onafhankelijkheid en onpartijdigheid op die door de examinator moet worden ondertekend.

Deze verklaring wordt gevoegd bij het aanvraagformulier.

§ 5. De veiligheidsinstantie stelt gratis alle nuttige informatie ter beschikking in de handleiding bedoeld in artikel 5, § 1, derde lid.

§ 6. De documenten afkomstig van een andere lidstaat van de Europese Unie gaan vergezeld van een door een bevoegde overheid van het land van oorsprong of door een bevoegde overheid van de Europese Commissie gewaarmerkt afschrift en, in voorkomend geval, van een vertaling die door een beëdigd vertaler conform aan het origineel verklaard werd.

Art. 28/2. De aanvraag wordt gedaan door de persoon zelf of door de werkgever die namens hem handelt.

Art. 28/3. In de aanvraag wordt gespecificeerd voor welke taal/talen de erkenning als examinator wordt aangevraagd.

Art. 28/4. § 1. De veiligheidsinstantie beoordeelt alle door de aanvrager ingediende documenten.

§ 2. Wanneer de aanvrager aan alle eisen voldoet, verleent zij uiterlijk twee maanden na ontvangst van alle vereiste documenten een verklaring van erkenning zoals bedoeld in bijlage 3/1.

§ 3. La reconnaissance est refusée si le demandeur ne satisfait pas à toutes les conditions ou si la demande ne comporte pas tous les documents et toutes les informations requis. L'autorité de sécurité communique par écrit sa décision de refus motivé au demandeur.

§ 4. Si l'autorité de sécurité constate que l'examen de la demande nécessite un complément d'informations, elle le notifie par écrit au demandeur et le prie de lui adresser les pièces complémentaires ou explicatives. Le délai visé au § 2 est suspendu à partir de la communication de la demande jusqu'à la réception des pièces complémentaires.

Art. 28/5. Le détenteur d'une reconnaissance valide peut à tout moment en demander la mise à jour.

Une reconnaissance mise à jour est délivrée sur la base des documents ad hoc complémentaires introduits par le demandeur selon les mêmes conditions que la reconnaissance initiale.

Art. 28/6. § 1^{er}. Conformément à l'article 142, § 1^{er}, 5^o, du Code ferroviaire, l'autorité de sécurité veille à la publication sur son site internet et à la mise à jour d'un registre des examinateurs reconnus.

Dans ce registre, chaque examinateur est identifié par un numéro d'identification individuel commençant par « BE ».

Pour chaque examinateur, le registre contient :

- 1^o le nom, l'adresse professionnelle et l'année de la naissance;
- 2^o la ou les langues pour lesquelles l'examineur est reconnu apte à faire passer des examens;
- 3^o le nom et l'adresse de l'employeur (lorsque c'est l'employeur qui a introduit la demande);
- 4^o les coordonnées de contact.

§ 2. L'autorité de sécurité veille à ce que le registre qu'elle a créé en vertu du § 1^{er} soit utilisé exclusivement pour les objectifs suivants :

1^o la tenue des éléments de fait et de droit en matière de délivrance, de mise à jour, de suspension et de retrait des reconnaissances;

2^o la tenue des données à caractère personnel en vue d'une consultation possible à l'aide du numéro d'identification de l'examineur.

§ 3. En vue de la mise à jour du registre, l'examineur informe immédiatement l'autorité de sécurité de toute modification de ses données figurant dans le registre. Les modalités de prise de connaissance du registre et d'obtention d'une copie de données enregistrées concernant l'examineur sont communiquées par l'autorité de sécurité dans le guide pratique visé à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 3. ».

Art. 31. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 4 du chapitre 2 est remplacé par ce qui suit : « Critères de reconnaissance des examinateurs ».

Art. 32. L'article 29 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 29. Le demandeur qui veut être reconnu remplit les conditions figurant à l'annexe 1/1. ».

Art. 33. L'article 30 du même arrêté est abrogé.

Art. 34. Dans le chapitre 2 du même arrêté, il est inséré une section 4/1 comportant les articles 30/1 et 30/2, rédigée comme suit :

« Section 4/1. Suspension et retrait de la reconnaissance – recours

Art. 30/1. L'autorité de sécurité retire ou suspend la reconnaissance lorsqu'elle dispose d'informations dont il ressort que l'examineur ne satisfait plus aux conditions de la reconnaissance.

Art. 30/2. L'autorité de sécurité informe par écrit l'examineur des raisons de sa décision, des exigences qui ne sont plus satisfaites et de la procédure de recours qui peut être introduite à l'encontre de cette décision.

L'autorité de sécurité peut, avant que la suspension ou le retrait n'entre en vigueur, accorder un délai durant lequel l'examineur doit prendre des mesures afin de satisfaire à nouveau aux conditions de la reconnaissance. ».

Art. 35. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 1re du chapitre 3 est remplacé par ce qui suit : « Critères de reconnaissance des centres de formation ».

Art. 36. Dans la section 1^{re} du chapitre 3 du même arrêté, il est inséré un article 31/1 rédigé comme suit :

« Art. 31/1. Le demandeur désirant être reconnu satisfait aux conditions de l'annexe 1^{re}, points A et B. ».

§ 3. Wanneer de aanvrager niet aan alle eisen voldoet of wanneer de aanvraag niet alle vereiste documenten en informatie bevat, wordt de erkenning geweigerd. De veiligheidsinstantie stelt de aanvrager schriftelijk en op gemotiveerde wijze in kennis van deze weigeringsbeslissing.

§ 4. Wanneer de veiligheidsinstantie vaststelt dat het onderzoek van de aanvraag bijkomende informatie vereist, stelt zij de aanvrager hiervan schriftelijk in kennis en vraagt hem aanvullende of verklarende stukken te bezorgen. De termijn bedoeld in § 2 wordt opgeschort vanaf de kennisgeving tot het bekomen van aanvullende stukken.

Art. 28/5. De houder van een geldige erkenning kan te allen tijde om een bijwerking vragen.

Op basis van de door de aanvrager ingediende passende aanvullende documenten wordt een bijgewerkte erkenning afgegeven, onder dezelfde voorwaarden als de initiele erkenning.

Art. 28/6. § 1. In toepassing van artikel 142, § 1, 5^o, van de Spoorkode zorgt de veiligheidsinstantie voor de bekendmaking op haar internetsite en bijwerking van een register van de erkende examinatoren.

In dit register wordt elke examinator geïdentificeerd door een individueel identificatienummer, dat met « BE » begint.

Voor elke examinator bevat het register :

- 1^o de naam, het werkadres en het geboortejaar;
- 2^o de taal of de talen waarvoor de examinator erkend is om examens af te nemen;
- 3^o de naam en het adres van de werkgever (indien de werkgever de aanvraag heeft ingediend);
- 4^o de contactgegevens.

§ 2. De veiligheidsinstantie zorgt ervoor dat het door haar krachtens § 1 aangelegde register enkel gebruikt wordt voor de volgende doelstellingen :

1^o het bijhouden van de feitelijke en juridische gegevens inzake afgifte, bijwerking, schorsing en intrekking van de erkenningen;

2^o het bijhouden van de persoonsgegevens met het oog op een mogelijke raadpleging met behulp van het identificatienummer van de examinator.

§ 3. Met het oog op de bijwerking van het register, informeert de examinator de veiligheidsinstantie onmiddellijk over elke wijziging van zijn gegevens vermeld in het register. De wijze voor kennisname van het register en voor het verkrijgen van een afschrift van opgeslagen gegevens betreffende de examinator, worden door de veiligheidsinstantie vermeld in de handleiding bedoeld in artikel 5, § 1, derde lid. ».

Art. 31. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van afdeling 4 van hoofdstuk 2 vervangen als volgt : « Erkenningscriteria van examinatoren ».

Art. 32. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 29. De aanvrager die erkend wil worden, voldoet aan de voorwaarden opgenomen in bijlage 1/1. ».

Art. 33. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 34. In hoofdstuk 2 van hetzelfde besluit, wordt een afdeling 4/1 ingevoegd omvattende de artikelen 30/1 en 30/2, die luidt als volgt :

« Afdeling 4/1. Intrekking en schorsing van de erkenning – beroep

Art. 30/1. De veiligheidsinstantie schorst de erkenning of trekt deze in wanneer zij over informatie beschikt dat een examinator niet langer aan de erkenningsvooraarden voldoet.

Art. 30/2. De veiligheidsinstantie stelt de examinator schriftelijk in kennis van de redenen voor haar beslissing, van de eisen die niet langer voldaan zijn en van de procedure die kan gevuld worden om beroep aan te tekenen tegen deze beslissing.

De veiligheidsinstantie kan, vóór de schorsing of intrekking in werking treedt, een termijn vaststellen waarbinnen de examinator maatregelen dient te nemen om opnieuw aan de erkenningsvooraarden te voldoen. ».

Art. 35. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk 3 vervangen als volgt : « Erkenningscriteria van opleidingscentra ».

Art. 36. In afdeling 1 van hoofdstuk 3 van hetzelfde besluit, wordt een artikel 31/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 31/1. De aanvrager die erkend wil worden, voldoet aan de voorwaarden van bijlage 1, punten A en B. ».

Au surplus, le demandeur désirant être reconnu comme centre de formation afin d'offrir des formations relatives à l'infrastructure située sur le territoire belge satisfait également aux conditions figurant à l'annexe 1^{re}, point C. ».

Art. 37. Dans le chapitre 3 du même arrêté, il est inséré une section 1/1 intitulée « Section 1/1. — Procédure de reconnaissance des centres de formation », comprenant l'article 32.

Art. 38. L'article 32 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. § 1^{er}. Les articles 5 à 9/3 inclus s'appliquent à la reconnaissance des centres de formation visée au présent chapitre, sous réserve de ce que prévoit le présent article.

Le demandeur dont l'établissement principal ne se situe pas en Belgique qui désire être reconnu afin d'offrir des formations relatives à l'infrastructure située sur le territoire belge peut présenter une demande écrite à l'autorité de sécurité.

Lorsqu'un centre de formation qui est déjà reconnu par une autorité compétente d'un autre État membre introduit une demande de reconnaissance pour des tâches de formation relatives aux connaissances professionnelles spécifiques ayant trait à l'infrastructure, l'évaluation est limitée aux exigences qui sont spécifiques à l'infrastructure en question et les aspects qui ont déjà fait l'objet d'une évaluation au cours de la précédente procédure de reconnaissance ne sont pas à nouveau évalués.

§ 2. La demande mentionne de manière précise et détaillée la ou les tâche(s) de formation pour laquelle/lesquelles le centre de formation souhaite être reconnu et elle est structurée selon les domaines de compétence suivants :

a) connaissances professionnelles relatives au matériel roulant visées à l'annexe 11 du Code ferroviaire;

b) connaissances professionnelles relatives aux infrastructures visées à l'annexe 12 du Code ferroviaire;

c) connaissances linguistiques visées à l'annexe 12, point 8, du Code ferroviaire, (connaissances linguistiques générales et/ou communication et terminologie spécifiques aux procédures d'exploitation et de sécurité ferroviaires). ».

Art. 39. A l'article 34 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, dans le texte néerlandais, le mot « website » est remplacé par le mot « internetsite »;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas à l'entreprise ferroviaire ou au gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire qui a été reconnu(e) en tant que centre de formation conformément à l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}. ».

Art. 40. L'article 37 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 37. Un candidat conducteur de train peut être refusé pour une formation en raison d'une inscription tardive et uniquement pour la durée de la session en question. Il est automatiquement admis à la prochaine session. ».

Art. 41. L'article 38 du même arrêté est abrogé.

Art. 42. A l'article 39 du même arrêté, les mots « l'article 37/27, § 4, 4^o, de la loi et conformément à l'annexe VII de la loi » sont remplacés par les mots « l'article 148, alinéa 1^{er} du Code ferroviaire et conformément à l'annexe 9 du Code ferroviaire ».

Art. 43. A l'article 40 du même arrêté, les mots « les annexes IX et X » sont remplacés par les mots « les annexes 11 et 12 du Code ferroviaire ».

Art. 44. A l'article 41 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le texte néerlandais, le mot « de » est inséré entre les mots « van » et « artikelen »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « du présent article et à l'article 42 ».

Art. 45. A l'article 42 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « , font l'objet d'un procès-verbal » sont abrogés;

De aanvrager die bovendien erkend wil worden voor het geven van opleidingen met betrekking tot infrastructuur op Belgisch grondgebied gelegen, voldoet bijkomend aan de voorwaarden van bijlage 1, punt C. ».

Art. 37. In hoofdstuk 3 van hetzelfde besluit, wordt een afdeling 1/1 ingevoegd met als opschrift « Afdeling 1/1. — Erkenningsprocedure van opleidingscentra », omvattend artikel 32.

Art. 38. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 32. § 1. Voor de erkenningsprocedure van de opleidingscentra bedoeld in dit hoofdstuk, zijn de artikelen 5 tot en met 9/3 van toepassing, onder voorbehoud van hetgeen in dit artikel is bepaald.

De aanvrager van wie de hoofdvestiging niet in België gevestigd is maar die erkend wil worden voor het geven van opleidingen met betrekking tot infrastructuur op Belgisch grondgebied gelegen, kan een schriftelijke aanvraag toesturen aan de veiligheidsinstantie.

Wanneer een opleidingscentrum dat reeds erkend is door een bevoegde instantie van een andere lidstaat een erkenningsaanvraag voor opleidingstaken betreffende de specifieke vakken kennis inzake infrastructuur, wordt de beoordeling beperkt tot de eisen die specifiek verband houden met de betrokken infrastructuur en worden de reeds in de loop van vorige erkenningsprocedures beoordeelde aspecten niet opnieuw onderzocht.

§ 2. De aanvraag vermeldt op precieze en gedetailleerde wijze de opleidingstaak of opleidingstaken waarvoor het opleidingscentrum wenst te worden erkend en wordt gestructureerd overeenkomstig de volgende bekwaamheidsgebieden :

a) vakken kennis inzake rollend materieel als bedoeld in bijlage 11 van de Spoorcode;

b) vakken kennis inzake infrastructuur als bedoeld in bijlage 12 van de Spoorcode;

c) taalkennis als bedoeld in bijlage 12, punt 8, van de Spoorcode (algemene taalkennis en/of specifieke communicatie en terminologie voor procedures inzake spoorwegexploitatie en spoorwegveiligheid). ».

Art. 39. In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt in de Nederlandse tekst het woord « website » vervangen door het woord « internetsite »;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende als volgt :

« Het eerste lid is niet van toepassing op de spoorwegonderneming of de spoorweginfrastructuurbeheerder die als opleidingscentrum werd erkend overeenkomstig artikel 5, § 2, eerste lid. ».

Art. 40. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 37. Een kandidaat-treinbestuurder kan worden geweigerd voor een opleiding wegens laattijdige inschrijving en enkel voor de duur van de betreffende sessie. Hij wordt automatisch toegelaten tot de volgende sessie. ».

Art. 41. Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 42. In artikel 39 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 37/27, § 4, 4^o van de wet en in overeenstemming met bijlage VII van de wet » vervangen door de woorden « artikel 148, eerste lid, van de Spoorcode en in overeenstemming met bijlage 9 van de Spoorcode ».

Art. 43. In artikel 40 van hetzelfde besluit worden de woorden « bijlagen IX en X » vervangen door de woorden « bijlagen 11 en 12 van de Spoorcode ».

Art. 44. In artikel 41 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Nederlandse tekst wordt het woord « de » ingevoegd tussen de woorden « van » en « artikelen »;

2° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « van dit artikel en in artikel 42 ».

Art. 45. In artikel 42 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « met een proces-verbaal » worden opgeheven;

2° les mots « annexes IX et X de la loi » sont remplacés par les mots « annexes 11 et 12 du Code ferroviaire »;

3° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Les examens font l'objet d'un procès-verbal qui est repris dans la banque de données visée à l'article 25.

L'autorité de sécurité détermine dans le guide pratique visé à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 3, les données qui doivent figurer dans ce procès-verbal. ».

Art. 46. L'article 43 du même arrêté est abrogé.

Art. 47. A l'article 44 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le signe « § 1^{er}. » est abrogé;

2° les mots « l'article 37/27, § 2, 2^o, 3^o et 4^o de la loi » sont remplacés par les mots « l'article 135, alinéas 2, deuxième phrase, et 5 du Code ferroviaire »;

3° les mots « l'article 37/9, alinéas 2, 3 et 4, de la loi » sont remplacés par les mots « l'article 135, alinéas 2, première phrase, 3 et 4 du Code ferroviaire »;

4° les mots « aux annexes de la loi » sont remplacés par les mots « aux annexes du Code ferroviaire »;

5° dans le 1^o, les mots « l'annexe X, point 8, de la loi » sont remplacés par les mots « l'annexe 12, point 8, du Code ferroviaire »;

6° dans le 2^o, les mots « l'annexe X, de la loi » sont remplacés par les mots « l'annexe 12 du Code ferroviaire »;

7° dans le 3^o, les mots « l'annexe IX de la loi » sont remplacés par les mots « l'annexe 11 du Code ferroviaire ».

Art. 48. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 4 du chapitre 3 est remplacé par ce qui suit : « Examinateurs ».

Art. 49. Dans le chapitre 3, section 4, du même arrêté, il est inséré une sous-section 1^{re}, comprenant les articles 44/1, 44/2, 44/3, 44/4, 44/5, 44/6, 44/7 et 44/8, rédigée comme suit :

« Sous-section 1^{re}. – Procédure de reconnaissance des examinateurs

Art. 44/1. Conformément à l'article 149 du Code ferroviaire, les demandeurs sont reconnus par l'autorité de sécurité ou par un centre de formation.

Art. 44/2. § 1^{er} La procédure pour la reconnaissance des examinateurs par un centre de formation est fixée dans le dossier de demande de reconnaissance du centre de formation concerné approuvé par l'autorité de sécurité.

§ 2. Le centre de formation établit une déclaration d'indépendance et d'impartialité que l'examinateur doit signer et la conserver, ainsi que tous les documents ad hoc attestant que les conditions de reconnaissance sont remplies, dans le dossier de reconnaissance de l'examinateur.

§ 3. La demande adressée à un centre de formation précise les domaines de compétence pour lesquels la reconnaissance comme examinateur est demandée. Elle peut mentionner un ou plusieurs domaines de compétence et elle est structurée selon les domaines de compétence suivants :

a) connaissances professionnelles relatives au matériel roulant visées à l'annexe 11 du Code ferroviaire;

b) connaissances professionnelles relatives aux infrastructures visées à l'annexe 12 du Code ferroviaire;

c) connaissances linguistiques visées à l'annexe 12 du Code ferroviaire (connaissances linguistiques générales et/ou communication et terminologie spécifiques aux procédures d'exploitation et de sécurité ferroviaires).

Art. 44/3. La procédure pour la reconnaissance des examinateurs par l'autorité de sécurité est décrite aux articles 44/4 à 44/7.

Art. 44/4. § 1^{er}. Une demande est effectuée par la personne elle-même ou en son nom par son employeur et elle est soumise à l'autorité de sécurité par envoi recommandé.

§ 2. Une demande concernant une reconnaissance en tant qu'examinateur portant sur la connaissance de l'infrastructure, y compris la connaissance des itinéraires et des règles d'exploitation, qui concerne l'infrastructure située sur le territoire belge, doit être introduite auprès de l'autorité de sécurité belge.

2° de woorden « bijlagen IX en X van de wet » worden vervangen door de woorden « bijlagen 11 en 12 van de Spoorcodex »;

3° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Van de examens wordt een proces-verbaal opgemaakt waarvan de gegevens worden opgenomen in de gegevensbank bedoeld in artikel 25.

De veiligheidsinstantie bepaalt welke gegevens in dit proces-verbaal dienen opgenomen te worden en vermeldt deze in de handleiding bedoeld in artikel 5, § 1, derde lid. ».

Art. 46. Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 47. In artikel 44 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het symbool « § 1. » wordt opgeheven;

2° de woorden « artikel 37/27, § 2, 2^o, 3^o en 4^o van de wet » worden vervangen door de woorden « artikel 135, tweede lid, tweede zin, en vijfde lid van de Spoorcodex »;

3° de woorden « artikel 37/9, tweede, derde en vierde lid van de wet » worden vervangen door de woorden « artikel 135, tweede lid, eerste zin, derde en vierde lid, van de Spoorcodex »;

4° de woorden « bijlagen van de wet » worden vervangen door de woorden « bijlagen van de Spoorcodex »;

5° in 1^o worden de woorden « bijlage X, punt 8, van de wet » vervangen door de woorden « bijlage 12, punt 8, van de Spoorcodex »;

6° in 2^o worden de woorden « bijlage X van de wet » vervangen door de woorden « bijlage 12 van de Spoorcodex »;

7° in 3^o worden de woorden « bijlage IX van de wet » vervangen door de woorden « bijlage 11 van de Spoorcodex ».

Art. 48. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van afdeling 4 van hoofdstuk 3 vervangen als volgt : « Examinatoren ».

Art. 49. In hoofdstuk 3, afdeling 4, van hetzelfde besluit, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, omvattende de artikelen 44/1, 44/2, 44/3, 44/4, 44/5, 44/6, 44/7 en 44/8, die luidt als volgt :

« Onderafdeling 1. – Erkenningsprocedure van examinatoren

Art. 44/1. Aanvragers worden overeenkomstig artikel 149 van de Spoorcodex erkend door de veiligheidsinstantie of door een opleidingscentrum.

Art. 44/2. § 1. De procedure voor de erkenning van examinatoren door een opleidingscentrum, wordt bepaald in het door de veiligheidsinstantie goedgekeurde aanvraagdossier tot erkenning van het betrokken opleidingscentrum.

§ 2. Het opleidingscentrum stelt een verklaring van onafhankelijkheid en onpartijdigheid op die door de examinator moet worden ondertekend en bewaart deze met alle passende documenten die aantonen dat aan de erkenningsvoorwaarden werd voldaan in het erkenningsdossier van de examinator.

§ 3. In de aanvraag gericht aan een opleidingscentrum wordt gespecificeerd voor welke bekwaamheidsgebieden een examinator de erkenning aanvraagt. De aanvraag mag betrekking hebben op één of meer bekwaamheidsgebieden en wordt gestructureerd overeenkomstig de volgende bekwaamheidsgebieden :

a) vakkennis inzake rollend materieel als bedoeld in bijlage 11 van de Spoorcodex;

b) vakkennis inzake infrastructuur als bedoeld in bijlage 12 van de Spoorcodex;

c) taalkennis als bedoeld in bijlage 12 van de Spoorcodex (algemene taalkennis en/of specifieke communicatie en terminologie voor procedures inzake spoorwegexploitatie en spoorwegveiligheid).

Art. 44/3. De procedure voor de erkenning van examinatoren door de veiligheidsinstantie wordt beschreven in de artikelen 44/4 tot 44/7.

Art. 44/4. § 1. Een aanvraag wordt gedaan door de persoon zelf of door de werkgever die namens hem handelt en wordt via aangefekend schrijven verstuurd naar de veiligheidsinstantie.

§ 2. Een aanvraag voor een erkenning als examinator voor infrastructuurkennis, met inbegrip van trajectkennis en exploitatievoorschriften met betrekking tot infrastructuur op Belgisch grondgebied gelegen, wordt ingediend bij de Belgische veiligheidsinstantie.

§ 3. La demande comprend tous les documents ad hoc attestant que les conditions de reconnaissance sont remplies ainsi que les informations requises pour la délivrance de la déclaration de reconnaissance visée à l'annexe 3/1.

§ 4. La demande est accompagnée d'une version électronique de la demande sur un support numérique.

§ 5. L'autorité de sécurité établit une déclaration d'indépendance et d'impartialité que l'examinateur signe. Cette déclaration est jointe à la demande.

§ 6. En ce qui concerne les reconnaissances dont elle s'occupe, l'autorité de sécurité met gratuitement à disposition toutes les informations et documents utiles, notamment ceux visés au § 3, dans le guide pratique visé à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 3.

§ 7. Les documents en provenance d'un autre État membre de l'Union européenne sont accompagnés d'une copie certifiée conforme par une autorité compétente du pays d'origine ou par une autorité compétente de la Commission européenne et, le cas échéant, d'une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur juré.

Art. 44/5. La demande peut mentionner un ou plusieurs domaines de compétence et elle est structurée selon les domaines de compétence suivants :

a) connaissances professionnelles relatives au matériel roulant visées à l'annexe 11 du Code ferroviaire;

b) connaissances professionnelles relatives aux infrastructures visées à l'annexe 12 du Code ferroviaire;

c) connaissances linguistiques visées à l'annexe 12 du Code ferroviaire (connaissances linguistiques générales et/ou mode de communication et terminologie spécifiques aux procédures d'exploitation et de sécurité ferroviaires).

Art. 44/6. § 1^{er}. L'autorité de sécurité évalue tous les documents soumis par le demandeur.

§ 2. Lorsque toutes les conditions sont satisfaites par le demandeur, l'autorité de sécurité délivre, au plus tard deux mois après avoir reçu tous les documents requis, une déclaration de reconnaissance visée à l'annexe 3/1.

§ 3. Si le demandeur ne satisfait pas à toutes les conditions ou si la demande ne comporte pas tous les documents et toutes les informations requis, la reconnaissance est refusée et le demandeur en est informé de façon écrite et motivée.

§ 4. Si l'autorité de sécurité constate que l'examen de la demande nécessite un complément d'informations, elle le notifie par écrit au demandeur et le prie de lui adresser les pièces complémentaires ou explicatives. Le délai visé au § 2 est suspendu à partir de la communication de la demande jusqu'à la réception des pièces complémentaires.

Art. 44/7. Le détenteur d'une reconnaissance valide peut à tout moment en demander la mise à jour.

Une reconnaissance mise à jour est délivrée sur la base des documents ad hoc complémentaires introduits par le demandeur selon les mêmes conditions que la reconnaissance initiale.

Art. 44/8. § 1^{er}. Conformément à l'article 142, § 1^{er}, 5^o, du Code ferroviaire, l'autorité de sécurité veille à la mise à disposition et à la mise à jour d'un registre des examinateurs qui sont reconnus par elle.

Dans ce registre, chaque examinateur est identifié par un numéro d'identification individuel commençant par « BE ».

Pour chaque examinateur, le registre contient :

1^o le nom, l'adresse professionnelle et l'année de la naissance;

2^o le ou les domaines de compétence pour lesquels l'examinateur est reconnu apte à faire passer des examens;

3^o la ou les langues pour lesquelles l'examinateur est reconnu apte à faire passer des examens;

4^o le nom et l'adresse de l'employeur (lorsque c'est l'employeur qui a introduit la demande);

5^o les coordonnées de contact.

§ 2. L'autorité de sécurité veille à ce que le registre qu'elle établit en vertu du § 1^{er} soit utilisé exclusivement pour les objectifs suivants :

1^o la tenue des éléments de fait et de droit en matière de délivrance, de mise à jour, de suspension et de retrait des reconnaissances;

§ 3. De aanvraag bevat alle passende documenten die aantonen dat aan de erkenningsvooraarden werd voldaan en bevat de informatie vereist voor het afleveren van de verklaring van erkenning bedoeld in bijlage 3/1.

§ 4. De aanvraag is vergezeld van een elektronische versie van de aanvraag op een digitale drager.

§ 5. De veiligheidsinstantie stelt een verklaring van onafhankelijkheid en onpartijdigheid op die de examinator ondertekent. Deze verklaring wordt gevoegd bij de aanvraag.

§ 6. De veiligheidsinstantie stelt voor alle erkenningen die zij doet gratis alle nuttige informatie en documenten ter beschikking, waaronder deze bedoeld in § 3, in de handleiding bedoeld in artikel 5, § 1, derde lid.

§ 7. De documenten afkomstig van een andere lidstaat van de Europese Unie gaan vergezeld van een door een bevoegde overheid van het land van oorsprong of door een bevoegde overheid van de Europese Commissie gewaarmerkt afschrift en, in voorkomend geval, van een vertaling die door een beëdigd vertaler conform aan het origineel verklaard werd.

Art. 44/5. De aanvraag mag betrekking hebben op één of meer bekwaamheidsgebieden en wordt gestructureerd overeenkomstig de volgende bekwaamheidsgebieden :

a) vakkennis inzake rollend materieel als bedoeld in bijlage 11 van de Spoorcodex;

b) vakkennis inzake infrastructuur als bedoeld in bijlage 12 van de Spoorcodex;

c) taalkennis als bedoeld in bijlage 12 van de Spoorcodex (algemene taalkennis en/of specifieke communicatie en terminologie voor procedures inzake spoorwegexploitatie en spoorwegveiligheid).

Art. 44/6. § 1. De veiligheidsinstantie beoordeelt alle door de aanvrager ingediende documenten.

§ 2. Wanneer de aanvrager aan alle eisen voldoet, verleent de veiligheidsinstantie uiterlijk twee maanden na ontvangst van alle vereiste documenten door afgifte een verklaring van erkenning zoals bedoeld in bijlage 3/1.

§ 3. Wanneer de aanvrager niet aan alle eisen voldoet of wanneer de aanvraag niet alle vereiste documenten en informatie bevat, wordt de erkenning geweigerd en wordt de aanvrager schriftelijk en op gemotiveerde wijze in kennis gesteld.

§ 4. Wanneer de veiligheidsinstantie vaststelt dat het onderzoek van de aanvraag bijkomende informatie vereist, stelt zij de aanvrager hiervan schriftelijk in kennis en vraagt hem aanvullende stukken te bezorgen. De termijn bedoeld in § 2 wordt opgeschorst vanaf de kennisgeving tot het bekomen van aanvullende stukken.

Art. 44/7. De houder van een geldige erkenning kan te allen tijde om een bijwerking vragen.

Op basis van de door de aanvrager ingediende passende aanvullende documenten wordt een bijgewerkte erkenning afgegeven, onder dezelfde voorwaarden als de initiële erkenning.

Art. 44/8. § 1. De veiligheidsinstantie zorgt, in toepassing van artikel 142, § 1, 5^o, van de Spoorcodex, voor de bekendmaking en bijwerking van een register van de examinatoren die door haar erkend zijn.

In dit register wordt elke examinator geïdentificeerd door een individueel identificatienummer, dat met « BE » begint.

Voor elke examinator bevat het register :

1^o de naam, het werkadres en het geboortejaar;

2^o het bekwaamheidsgebied of de bekwaamheidsgebieden waarvoor de examinator erkend is om examens af te nemen;

3^o de taal of de talen waarvoor de examinator erkend is om examens af te nemen;

4^o de naam en het adres van de werkgever (indien de werkgever de aanvraag heeft ingediend);

5^o de contactgegevens.

§ 2. De veiligheidsinstantie zorgt ervoor dat het door haar krachtens § 1 aangelegde register enkel gebruikt wordt voor de volgende doelstellingen :

1^o het bijhouden van de feitelijke en juridische gegevens inzake afgifte, bijwerking, schorsing en intrekking van de erkenningen;

2° la tenue des données à caractère personnel en vue d'une consultation possible à l'aide du numéro d'identification de l'examinateur.

§ 3. En vue de la mise à jour du registre, l'examinateur reconnu par l'autorité de sécurité informe immédiatement l'autorité de sécurité de toute modification de ses données figurant dans le registre. Les modalités de prise de connaissance du registre et d'obtention d'une copie de données enregistrées concernant l'examinateur sont communiquées par l'autorité de sécurité dans le guide pratique visé à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 3. ».

Art. 50. Dans le chapitre 3, section 4, du même arrêté, il est inséré une sous-section 2, intitulée « Critères de reconnaissance des examinateurs », comprenant l'article 45.

Art. 51. L'article 45 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 45. Le demandeur qui veut être reconnu satisfait aux conditions de l'annexe 1/1. ».

Art. 52. Dans le chapitre 3 du même arrêté, il est inséré une sous-section 3 comportant l'article 45/1, rédigée comme suit :

« Sous-section 3. – Suspension et retrait de la reconnaissance – recours

Art. 45/1. Les articles 30/1 et 30/2 sont applicables à la reconnaissance délivrée par l'autorité de sécurité conformément aux articles 44/4 à 44/7. ».

Art. 53. A l'article 47 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « l'article 37/20, alinéa 3, de la loi » sont remplacés par les mots « l'article 146, alinéa 3, du Code ferroviaire »;

2° les mots « l'article 37/11, alinéa 1^{er}, » sont remplacés par les mots « l'article 137, alinéa 1^{er}, du Code ferroviaire »;

3° les mots « l'annexe XI de la loi » sont remplacés par les mots « l'annexe 13 du Code ferroviaire ».

Art. 54. A l'article 49 du même arrêté, les mots « les articles 60 et 60/1 de la loi » sont remplacés par les mots « les articles 224 et 225 du Code ferroviaire ».

Art. 55. A l'article 50 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 3 août 2012, les mots « titre II, nouveau chapitre V, prévue au titre IV, chapitre I, de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire » sont remplacés par les mots « titre 5, chapitre 1^{er}, prévue aux articles 224 et 225 du Code ferroviaire ».

Art. 56. Dans le même arrêté, il est inséré un article 50/1 rédigé comme suit :

« Art. 50/1. Sans préjudice de l'application de l'article 50, six mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté, les reconnaissances de centres de formation qui ont été délivrées conformément aux dispositions qui étaient d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont mises à jour conformément au présent arrêté. ».

Art. 57. Dans le même arrêté, l'annexe 1^{re} est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 58. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 1/1 qui est jointe en annexe 2 au présent arrêté.

Art. 59. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est abrogée.

Art. 60. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 3/1 qui est jointe en annexe 3 au présent arrêté.

Art. 61. Le ministre qui a le transport ferroviaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 septembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'État à la Mobilité,
M. WATHELET

2° het bijhouden van de persoonsgegevens met het oog op een mogelijke raadpleging met behulp van het identificatienummer van de examinator.

§ 3. Met het oog op de bijwerking van het register, informeert de door de veiligheidsinstantie erkende examinator de veiligheidsinstantie onmiddellijk over elke wijziging van zijn gegevens vermeld in het register. De wijze voor kennismaking van het register en voor het verkrijgen van een afschrift van opgeslagen gegevens betreffende de examinator, worden door de veiligheidsinstantie vermeld in de handleiding bedoeld in artikel 5, § 1, derde lid. ».

Art. 50. In hoofdstuk 3, afdeling 4, van hetzelfde besluit, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd met als opschrift « Erkenningscriteria van examinatoren », omvattende artikel 45.

Art. 51. Artikel 45 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 45. De aanvrager die erkend wil worden, voldoet aan de voorwaarden van bijlage 1/1. ».

Art. 52. In hoofdstuk 3, afdeling 4, van hetzelfde besluit, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, omvattende artikel 45/1, die luidt als volgt :

« Onderafdeling 3. – Intrekking en schorsing van de erkenning - beroep

« Art. 45/1. De artikelen 30/1 en 30/2 zijn van toepassing op de erkenning afgegeven door de veiligheidsinstantie overeenkomstig de artikelen 44/4 tot 44/7. ».

Art. 53. In artikel 47 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « artikel 37/20, derde lid, van de wet » worden vervangen door de woorden « artikel 146, derde lid, van de Spoorcodex »;

2° de woorden « artikel 37/11, eerste lid. » worden vervangen door de woorden « artikel 137, eerste lid, van de Spoorcodex »;

3° de woorden « bijlage XI van de wet » worden vervangen door de woorden « bijlage 13 van de Spoorcodex ».

Art. 54. In artikel 49 van hetzelfde besluit worden de woorden « de artikelen 60 en 60/1 van de wet » vervangen door de woorden « de artikelen 224 en 225 van de Spoorcodex ».

Art. 55. In artikel 50 van hetzelfde besluit, vervangen door het koninklijk besluit van 3 augustus 2012, worden de woorden « titel II, nieuw hoofdstuk V, voorzien in titel IV, hoofdstuk I, van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen » vervangen door de woorden « titel 5, hoofdstuk 1, voorzien in de artikelen 224 en 225 van de Spoorcodex ».

Art. 56. In hetzelfde besluit wordt een artikel 50/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 50/1. Onverminderd de toepassing van artikel 50, zijn, zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, de erkenningen van opleidingscentra die werden verleend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit, bijgewerkt overeenkomstig dit besluit. ».

Art. 57. In hetzelfde besluit wordt bijlage 1 vervangen door bijlage 1 gevoegd bij dit besluit.

Art. 58. In hetzelfde besluit wordt bijlage 1/1 ingevoegd dat gevoegd is als bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 59. In hetzelfde besluit wordt bijlage 2 opgeheven.

Art. 60. In hetzelfde besluit, wordt een bijlage 3/1 ingevoegd dat gevoegd is als bijlage 3 bij dit besluit.

Art. 61. De minister bevoegd voor het spoorwegvervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 september 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
M. WATHELET

**Annexe 1 à l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 septembre 2011
relatif à la fourniture de services de formation aux conducteurs de train et à la reconnaissance
des centres de formation**

Annexe 1. — Conditions de reconnaissance des centres de formation

A. Exigences en matière de compétences

Le demandeur prouve au moyen de pièces justificatives qu'il dispose des capacités techniques et opérationnelles nécessaires et qu'il est à même d'organiser des formations adaptées à la tâche de formation ou aux tâches de formation reprises dans la demande. Le demandeur doit disposer de suffisamment de personnel, être équipé et travailler dans un environnement adapté à la formation qui permet de préparer les conducteurs aux examens en vue d'obtenir ou de conserver les licences et les attestations conformément au Code ferroviaire.

En particulier, le demandeur doit au moins :

- 1° disposer d'une réelle structure de gestion qui certifie que les formateurs disposent des qualités et de l'expérience adéquates pour fournir des formations conformément aux exigences du Code ferroviaire et du présent arrêté ;
- 2° disposer du personnel, des installations, de l'équipement et de l'emplacement nécessaires et adaptés à la formation proposée et au nombre estimé de participants à la formation ;
- 3° prévoir la méthodologie qui sera utilisée pour définir le contenu, l'organisation et la durée des cours de formation, des plans de formation et des schémas de compétence ;
- 4° fournir des systèmes pour enregistrer les activités de formation, y compris l'information sur les participants (tel que leur développement de compétence), les formateurs, le nombre et l'objectif des formations ;
- 5° avoir mis en place un système de gestion de qualité ou disposer de procédures équivalentes pour contrôler le respect et l'adéquation des systèmes et procédures qui garantissent que la formation offerte répond bien aux exigences du Code ferroviaire ;
- 6° prévoir une gestion des compétences, une formation continue et des mesures visant à mettre à jour les compétences professionnelles des formateurs ;
- 7° disposer de procédures permettant de garder à jour les méthodes de formation, les outils et l'équipement (comme par exemple les cours, les logiciels, les documents mis à disposition par le gestionnaire de l'infrastructure tels que le règlement se rapportant aux règles opérationnelles, la signalisation, les systèmes de sécurité) ;
- 8° garantir que la formation pratique est dispensée par des formateurs qui possèdent à la fois une licence valide de conducteur de train et une attestation valide couvrant l'objet de la formation ou un type similaire de ligne/matériel roulant, et qui ont une expérience professionnelle de la conduite d'au moins trois ans. Lorsque le formateur n'est pas détenteur d'une attestation valide pour l'infrastructure/le matériel roulant en question, un conducteur titulaire de l'attestation pour cette infrastructure ou ce matériel roulant est présent lors de la formation.

B. Conditions en matière d'indépendance et objectivité

Le demandeur doit former de manière indépendante et objective tous les participants. Tout particulièrement quand il s'agit d'un centre de formation qui forme les personnes employées par l'entreprise qui est propriétaire du centre de formation ainsi que des personnes externes à l'entreprise, l'accent est surtout mis sur le principe qu'une formation doit être donnée sans tenir compte des intérêts de l'entreprise qui est propriétaire et qu'elle doit être objective par rapport à tous les participants. Les règles d'application à ses propres employés doivent être les mêmes que celles d'application aux autres comme par exemple le temps investi, la disponibilité des documents etc. Le critère d'indépendance ne s'applique pas au fait qu'un centre de formation peut appartenir à une entreprise ferroviaire ou à un gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire comme précisé à l'article 5, § 2. L'organisation du travail et la gestion du centre de formation doivent permettre de prévenir un conflit d'intérêt.

C. Conditions supplémentaires relatives aux formations concernant l'infrastructure située sur le territoire belge

Le demandeur remplit les conditions suivantes :

- 1° il possède la personnalité juridique ;
- 2° il possède une couverture de la responsabilité civile suffisante ;
- 3° il organise au moins deux sessions de formation et forme au moins dix candidats conducteurs de train par an pour les catégories et types de conduite A1, B1 et B2 ; organise au moins une formation et forme au moins six candidats conducteurs de train par an pour les autres catégories et types de conduite ;
- 4° particulièrement pour la formation sur la connaissance de la langue professionnelle, le demandeur offre des formations de qualité sur la communication spécifique et l'apprentissage de la terminologie propre aux procédures d'exploitation et de sécurité ferroviaires. La formation sur la connaissance de la langue professionnelle est conforme à l'annexe 12, point 8, du Code ferroviaire, et repose sur la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie ;

- 5° en ce qui concerne la durée de l'expérience professionnelle de la conduite requise, lorsque la formation pratique porte sur des lignes nouvelles ou récemment équipées et du matériel roulant récemment introduit dans le cas où aucun formateur titulaire d'une attestation couvrant la ligne nouvelle ou récemment équipée ou le nouveau matériel roulant n'est encore disponible, le demandeur peut confier la formation pratique à un formateur possédant une licence et une attestation valable couvrant une matière aussi proche que possible de l'objet de la formation ainsi qu'une expérience professionnelle de la conduite d'au moins trois ans.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 6 septembre 2013 modifiant l'arrêté royal du 12 septembre 2011 relatif à la fourniture de services de formation aux conducteurs de train et à la reconnaissance des centres de formation.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,

Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'État à la Mobilité,

M. WATHELET

Bijlage 1 aan het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 september 2011 betreffende de verlening van opleidingsdiensten aan treinbestuurders en de erkenning van opleidingscentra

Bijlage 1. — Erkenningsvoorwaarden opleidingscentra

A. Bekwaamheidseisen

De aanvrager toont met bewijsstukken aan dat hij beschikt over de nodige technische en operationele bekwaamheden en geschikt is om passende opleidingen te organiseren voor de opleidingstaak of de opleidingstaken vermeld in de aanvraag. De aanvrager moet beschikken over voldoende personeel en uitrusting en moet opereren in een omgeving die geschikt is voor de opleiding die gericht is op het voorbereiden van treinbestuurders op de exams met het oog op het bekomen of het behouden van vergunningen en bevoegdheidsbewijzen overeenkomstig de Spoorcodex.

In het bijzonder moet de aanvrager minstens :

- 1° een effectieve beheerstructuur hebben die garandeert dat de opleiders gepaste kwalificaties en ervaring hebben om opleidingen te verstrekken overeenkomstig de eisen van de Spoorcodex en dit besluit;
- 2° beschikken over het nodige personeel, de inrichting, apparatuur en accommodatie, passend voor de aangeboden opleiding en het geschatte aantal deelnemers aan de opleiding;
- 3° de methode voorzien die hij zal gebruiken om de inhoud, organisatie en duur van de opleidingen, opleidingsplannen en competentieregeling vast te stellen;
- 4° systemen voorzien om de opleidingsactiviteiten te registreren, inclusief informatie over de deelnemers, (zoals hun competentieontwikkeling), opleiders en het aantal en het doel van de opleidingen;
- 5° een systeem voor kwaliteitsbeheer hebben of gelijkwaardige procedures om de naleving en de toereikendheid van de systemen en procedures te controleren die ervoor zorgen dat de gegeven opleiding voldoet aan de eisen van de Spoorcodex;
- 6° voorzien in competentiemanagement, permanente scholing en maatregelen om de professionele vaardigheden van de opleiders bij te werken;
- 7° beschikken over procedures voor het bijwerken van opleidingsmethodes, instrumenten en apparatuur (zoals bijvoorbeeld cursussen, opleidingssoftware, documenten die door de infrastructuurbeheerder worden verschaft, zoals reglementen met operationele regels, seinen of veiligheidssystemen);
- 8° ervoor zorgen dat de praktijkopleiding wordt verstrekt door opleiders die houder zijn van zowel een geldige vergunning van treinbestuurder als een geldig bevoegdheidsbewijs voor het thema waarop de opleiding betrekking heeft of voor een vergelijkbaar type lijn/rollend materieel, en die minstens drie jaar professionele rijervaring hebben. Als de opleider niet beschikt over een geldig bevoegdheidsbewijs voor de/het desbetreffende infrastructuur/rollend materieel, moet tijdens de opleiding een treinbestuurder aanwezig zijn die beschikt over een geldig bevoegdheidsbewijs voor die infrastructuur of dat rollend materieel.

B. Voorwaarden inzake onafhankelijkheid en onpartijdigheid

De aanvrager moet de opleidingen geven op onafhankelijke en onpartijdige wijze ten aanzien van alle deelnemers.

In het bijzonder, wanneer een opleidingscentrum opleidingen aanbiedt aan personen die in dienst zijn bij de onderneming die eigenaar is van het opleidingscentrum en aan andere personen, wordt vooral de nadruk gelegd op het beginsel dat de opleiding moet worden verleend onafhankelijk van de belangen van de onderneming die eigenaar is, en dat deze onpartijdig is voor alle kandidaten. De regels voor eigen personeel en voor anderen moeten dezelfde zijn, zoals verwerkingstijd, beschikbaarheid van de documenten en zo verder.

Het criterium van onafhankelijkheid geldt niet ten aanzien van de mogelijkheid dat een opleidingscentrum kan behoren tot een spoorwegonderneming of een spoorweginfrastructuurbeheerder als bedoeld in artikel 5, § 2. De organisatie van het werk en het beheer van het opleidingscentrum is zodanig dat een belangconflict wordt voorkomen.

- C. Bijkomende voorwaarden met betrekking tot opleidingen inzake infrastructuur op Belgisch grondgebied gelegen
- De aanvrager voldoet aan de volgende voorwaarden:
- 1° rechtspersoonlijkheid bezitten;
 - 2° een voldoende dekking van burgerlijke aansprakelijkheid hebben;
 - 3° tijdens een periode van een jaar minstens twee opleidingssessies organiseren en aan minstens tien kandidaat-treinbestuurders een opleiding verstrekken voor de categorieën en types rijbevoegdheid A1, B1 en B2; tijdens een periode van een jaar minstens een opleidingssessie en aan minstens zes kandidaat-treinbestuurders een opleiding verstrekken voor de andere categorieën en types rijbevoegdheid;
 - 4° in het bijzonder voor de opleiding inzake professionele taalkennis, kwalitatieve opleidingen aanbieden inzake specifieke communicatie en het aanleren van terminologie voor procedures inzake spoorwegexploitatie en spoorwegveiligheid. De opleiding inzake professionele taalkennis is in overeenstemming met bijlage 12, punt 8, van de Spoorcodex en steunt op de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren;
 - 5° wat de praktische opleiding met betrekking tot nieuwe of nieuw uitgeruste lijnen en nieuw geïntroduceerd materieel betreft, in het geval waarin nog geen opleider beschikbaar is die beschikt over een bevoegdheidsbewijs voor een nieuwe of nieuw uitgeruste lijn of voor nieuw rollend materieel, mag de aanvrager de praktische opleiding toevertrouwen aan een opleider die over een vergunning of bevoegdheidsbewijs beschikt met betrekking tot een materie die zo goed mogelijk aansluit bij het voorwerp van de opleiding en die een beroepservaring heeft van minstens drie jaar.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 6 september 2013 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 september 2011 betreffende de verlening van opleidingsdiensten aan treinbestuurders en de erkenning van opleidingscentra.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

M. WATHELET

Annexe 2 à l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 septembre 2011 relatif à la fourniture de services de formation aux conducteurs de train et à la reconnaissance des centres de formation

Annexe 1/1. – Conditions de reconnaissance des examinateurs

Le demandeur qui désire être reconnu comme examinateur dans le cadre de la formation générale ou à la formation spécifique :

1° confirme qu'il réalisera les examens de manière impartiale et non discriminatoire, libre de toute pression ou incitation qui pourrait influencer son jugement, ou les résultats de l'examen ou le déroulement de l'examen;

2° satisfait aux exigences en matière de compétence suivantes :

a) le demandeur est compétent et possède une expérience concernant l'objet de l'examen qu'il désire réaliser. L'expérience requise est acquise par l'exercice d'une pratique professionnelle d'au moins quatre ans au cours des cinq années précédant la date de la demande. La période d'expérience professionnelle requise peut couvrir des périodes d'expérience en tant que responsable de conducteurs de train possédant une licence de conducteur de train valide et une attestation ou en tant que formateur pour les tâches de formation en rapport avec la demande soumise;

b) en ce qui concerne les épreuves pratiques à bord des trains, le demandeur est titulaire à la fois d'une licence valide de conducteur de train et d'une attestation valide couvrant l'objet de l'examen ou un type similaire de ligne/matériel roulant. Lorsque l'examineur n'est pas détenteur d'une attestation valide pour l'infrastructure/le matériel roulant qui fait l'objet de l'examen, un conducteur titulaire de l'attestation pour cette infrastructure ou ce matériel roulant est présent lors de l'examen. Le demandeur possède une expérience professionnelle de la conduite d'au moins quatre ans acquise au cours des cinq années précédant la date de soumission de la demande. Les connaissances du demandeur doivent être à jour au moment où est faite la demande;

c) en ce qui concerne les examens pratiques relatifs à des lignes nouvelles ou récemment équipées et du matériel roulant récemment introduit, dans le cas où aucun examinateur titulaire d'une attestation couvrant la ligne nouvelle ou récemment équipée ou le nouveau matériel roulant n'est encore disponible, le demandeur peut confier l'examen pratique à un examinateur possédant une licence et une attestation valable couvrant une matière aussi proche que possible de l'objet de l'examen et qui possède une expérience professionnelle d'au moins trois ans;

d) le demandeur possède des compétences d'écoute et de conversation dans la langue de l'examen correspondant au moins au niveau B2 du Cadre européen de compétence linguistique (European Framework for Language Competence) établi par le Conseil de l'Europe; le demandeur possède les qualifications et l'aptitude pédagogique requises pour réaliser des examens, ainsi qu'une connaissance approfondie des méthodes d'examen et des documents d'examen utiles; le demandeur démontre de quelle manière il maintiendra à jour ses compétences professionnelles à l'égard des sujets des examens qu'il réalise; le demandeur connaît bien le système d'attestation des conducteurs de train.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 6 septembre 2013 modifiant l'arrêté royal du 12 septembre 2011 relatif à la fourniture de services de formation aux conducteurs de train et à la reconnaissance des centres de formation.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'État à la Mobilité,
M. WATHELET

Bijlage 2 aan het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 september 2011 betreffende de verlening van opleidingsdiensten aan treinbestuurders en de erkenning van opleidingscentra

Bijlage 1/1. — Erkenningsvoorwaarden examinatoren

De aanvrager die erkend wil worden voor het afnemen van examens in het kader van een algemene opleiding of een specifieke opleiding :

1° bevestigt dat hij examens zal afnemen op onpartijdige en niet-discriminerende wijze, vrij van alle druk en stimulansen die zijn oordeel, het resultaat van de examens of de wijze waarop deze worden afgenoem, kunnen beïnvloeden;

2° voldoet aan de volgende bekwaamheidseisen :

a) de aanvrager is bekwaam en ervaren met betrekking tot het onderwerp van de examens die hij wenst af te nemen. De gevraagde ervaring is opgedaan door de uitoefening van het beroep in de praktijk gedurende minstens vier jaar, en dit tijdens een periode van hoogstens vijf jaar vóór de datum waarop de aanvraag wordt ingediend. De vereiste periode van beroepservaring mag perioden van ervaring als beheerder van treinbestuurders met een geldige vergunning en bevoegdheidsbewijs of als opleider voor opleidingstaken die relevant zijn voor de ingediende aanvraag;

b) wat de praktijkexamens aan boord van treinen betreft, is de aanvrager houder van zowel een geldige vergunning van treinbestuurder als van een geldig bevoegdheidsbewijs inzake het onderwerp van het examen of een soortgelijk type lijn/rollend materieel. Als de examinator niet beschikt over een geldig bevoegdheidsbewijs voor de infrastructuur/het rollend materieel waarop het examen betrekking heeft, moet tijdens het examen een treinbestuurder aanwezig zijn die beschikt over een bevoegdheidsbewijs voor die infrastructuur of dat rollend materieel. De aanvrager moet over minstens vier jaar beroepservaring beschikken, opgedaan binnen een periode van hoogstens vijf jaar vóór de datum waarop de aanvraag wordt ingediend. De kennis van de aanvrager moet bovendien up-to-date zijn op het ogenblik van de aanvraag;

c) wat het praktisch examen met betrekking tot nieuwe of nieuw uitgeruste lijnen en nieuw geïntroduceerd materieel betreft, in het geval waarin nog geen examinator beschikbaar is die over een bevoegdheidsbewijs voor de nieuwe of nieuw uitgeruste lijn of voor het nieuw rollend materieel beschikt, mag de aanvrager het praktisch examen toevertrouwen aan een examinator die over een vergunning en een bevoegdheidsbewijs beschikt met betrekking tot een materie die zo goed mogelijk aansluit bij het voorwerp van het examen en die een beroepservaring heeft van minstens drie jaar;

d) de aanvrager is in staat de taal van het examen te verstaan en te spreken op minstens niveau B2 van het door de Raad van Europa vastgestelde kader voor taalkennis (EFLC); de aanvrager beschikt over de vaardigheden en pedagogische bekwaamheid die vereist zijn voor het afnemen van examens en beschikt over een grondige kennis van de relevante examenmethodes en examendocumenten; de aanvrager toont aan hoe hij zijn professionele bekwaamheid met betrekking tot de onderwerpen waarover hij examens afneemt up-to-date zal houden; de aanvrager is vertrouwd met de certificeringsregeling voor treinbestuurders.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 6 september 2013 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 september 2011 betreffende de verlening van opleidingsdiensten aan treinbestuurders en de erkenning van opleidingscentra.

FILIP

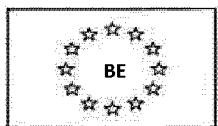
Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
M. WATHELET

Annexe 3 à l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 septembre 2011
relatif à la fourniture de Services de formation aux conducteurs de train et à la reconnaissance de centres de formation

Annexe 3/1. – Modèle de déclaration de reconnaissance comme examinateur



RECONNAISSANCE EXAMINATEUR



1. EXAMINATEUR

Nom et prénom :

Adresse :

Examinateur pour la fonction de sécurité : Conducteur de train

Numéro d'identification :

2. RECONNAISSANCE DELIVRÉE PAR

Organisme: Service de Sécurité et d'Interopérabilité des Chemins de Fer

Adresse: Rue du Progrès 56, B- 1210 Bruxelles

Pays: Belgique

3. LEGISLATION NATIONALE EN VIGUEUR

Code ferroviaire du (...) (Moniteur Belge du (...))

Arrêté royal du 12.09.2011 relatif à la fourniture de services de formation aux conducteurs de train et à la reconnaissance des centres de formation (Moniteur Belge du 29.09.11)

4. INFORMATIONS RELATIVES A LA RECONNAISSANCE

Demande de reconnaissance initiale

Mise à jour

Valable à partir du :

5. LANGUE DE L'EXAMEN (y compris la langue maternelle)

--

6. INFORMATIONS RELATIVES A LA CONNAISSANCE PROFESSIONNELLE DES EXAMENS

- Connaissances professionnelles **générales** visées à l'annexe 10 du Code ferroviaire (annexe IV à la Directive 2007/59/CE) ;
- Connaissances professionnelles **spécifiques** visées aux annexes 11 et 12 du Code ferroviaire (annexe V et VI à la Directive 2007/59/CE) ;
- Connaissances professionnelles spécifiques relatives au **matériel roulant** visées à l'annexe 11 du Code ferroviaire (annexe V à la Directive 2007/59/CE) ;
- Connaissances professionnelles spécifiques relatives à l'**infrastructure** y compris la connaissance de ligne et règles d'exploitation visées à l'annexe 12 du Code ferroviaire (annexe VI à la Directive 2007/59/CE);
- Connaissances linguistiques** spécifiques et **niveau de communication** visés à l'annexe 12 du Code ferroviaire (annexe VI à la Directive 2007/59/CE).
- Néerlandais
Français

Date de délivrance

Signature
Le DirecteurNuméro de référence interne
de l'autorité de sécurité

Cachet de l'autorité de sécurité

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 septembre 2013 modifiant l'arrêté royal du 12 septembre 2011 relatif à la fourniture de services de formation aux conducteurs de train et à la reconnaissance des Centres de formation.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,

Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

M. WATHELET

Bijlage 3 aan het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 september 2011 betreffende de verlening van opleidingsdiensten aan treinbestuurders en de erkenning van opleidingscentra

Bijlage 3/1 – Model van verklaring van erkenning als examinator



ERKENNING EXAMINATOR



1. EXAMINATOR

Naam en voornaam:

Adres:

Examinator voor de veiligheidsfunctie: Treinbestuurder

Identificatienummer:

2. ERKENNING AFGELEVERD DOOR

Instelling: Dienst Veiligheid en Interoperabiliteit der Spoorwegen

Adres: Vooruitgangstraat 56, B- 1210 Brussel

Land: België

3. VAN KRACHT ZIJNDE NATIONALE WETGEVING

Spoorcodex van (...) (Belgisch Staatsblad van (...))

Koninklijk besluit van 12.09.2011 betreffende de verlening van opleidingsdiensten aan treinbestuurders en de erkenning van opleidingscentra (Belgisch Staatsblad van 29.09.2011)

4. INFORMATIE BETREFFENDE DE ERKENNING

Initiële erkenning

Bijwerking

Geldig van :

5. TAAL VAN HET EXAMEN (met inbegrip van de moedertaal)

6. INFORMATIE BETREFFENDE DE VAKKENNIS VAN DE EXAMENS

Algemene vakkennis , als bedoeld in bijlage 10 van de Spoorcodex (bijlage IV bij Richtlijn 2007/59/EG);	<input type="checkbox"/>
Specifieke vakkennis , zoals bedoeld in bijlage 11 en 12 van de Spoorcodex (bijlage V en VI bij Richtlijn 2007/59/EG);	<input type="checkbox"/>
Specifieke vakkennis op het gebied van rollend materieel , als bedoeld in bijlage 11 van de Spoorcodex (bijlage V bij Richtlijn 2007/59/EG);	<input type="checkbox"/>
Specifieke vakkennis op het gebied van infrastructuur met inbegrip van trajectkennis en exploitatievoorschriften, als bedoeld in bijlage 12 van de Spoorcodex (bijlage VI bij Richtlijn 2007/59/EG);	<input type="checkbox"/>
Specifieke taalvaardigheid en communicatieniveau , als bedoeld in bijlage 12 van de Spoorcodex (bijlage VI bij Richtlijn 2007/59/EG).	
Nederlands	<input type="checkbox"/>
Frans	<input type="checkbox"/>

Datum van afgifte

Handtekening
De DirecteurIntern referentienummer
veiligheidsinstantieStempel van de
veiligheidsinstantie

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 6 september 2013 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 september 2011 betreffende de verlening van opleidingsdiensten aan treinbestuurders en de erkenning van opleidingscentra.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenveldse Zaken,

Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

M. WATHELET